

54

## Commission paritaire de l'industrie chimique

### Appendice à la cct du 3 mars 1999 portant coordination du statut des délégations syndicales pour ouvriers, conclue le 3 mars 1999 au sein de la commission paritaire de l'industrie chimique

Cct du 3 mars 1999 portant des recommandations paritaires sur l'application du statut des délégations syndicales pour ouvriers fixé par la cct conclue le 3 mars 1999, au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique, portant coordination du statut des délégations syndicales pour ouvriers

**Article 1er.** - La présente cct s'applique aux employeurs et ouvriers des entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie chimique.  
Par "ouvriers" on entend les ouvriers et ouvrières.

Article 2. - A la cct du 3 mars 1999, conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie chimique, portant coordination du statut des délégations syndicales, sont annexées les recommandations paritaires reprises en appendice à la présente cct.

Article 3. - La présente cct entre en vigueur le 1er janvier 1999. Sa validité est la même que celle fixée à l'article 22 de la cct du 3 mars 1999 mentionnée à l'article 2 ci-dessus.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR. EN REGISTR. |  
16 -03- 1999 | 09 -04- 1999 | REG. N°

50486 / 6 / 116

Appendice à la cct du 3 mars 1999 portant des recommandations paritaires sur l'application du statut des délégations syndicales pour ouvriers fixé par la cct conclue le 3 mars 1999, au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique, portant coordination du statut des délégations syndicales pour ouvriers

**1. Remarque préalable quant à la distribution des mandats dans l'entreprise au titre de représentant des travailleurs, respectivement au conseil d'entreprise, au Comité pour la prévention et la protection au travail, et de délégué syndical.**

Les employeurs considèrent qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'entreprise ni du bon fonctionnement desdits organes que le nombre de travailleurs protégés excède ce qui est nécessaire au respect des législations et ccten ces matières.

En conséquence, les organisations syndicales signataires veilleront, dans la mesure du possible, tantôt à désigner comme délégués syndicaux des personnes déjà protégées du chef d'un mandat dans un desdits organes, tantôt à placer sur les listes de candidats aux élections sociales des délégués syndicaux par priorité.

Cette concentration, qui implique et favorise une coordination entre les membres des trois organes, n'empêche pas pour autant une recherche de pondération entre les différents mandataires.

**2. Article 5, alinéa 1er du statut.**

A défaut de l'accord entre les organisations syndicales dont question à cet article, les organisations syndicales recourront à la procédure mise au point entre elles et annexée au procès verbal de la réunion de la commission paritaire du 9 décembre 1981.

Aussi longtemps que les organisations syndicales n'auront pas, ensemble, notifié par écrit au chef d'entreprise leur accord sur la répartition des mandats et sur la procédure, il n'y a pas de délégation syndicale.

**3. Article 5, alinéa 2 et article 8 alinéas 1 et 2 du statut**

Préalablement à la présentation ou désignation d'un nouveau délégué, les organisations syndicales s'assureront que l'intéressé remplit les conditions d'autorité et de compétence.

Dans cet esprit, et sans préjudice de l'article 8, là où c'est possible l'employeur sera consulté.

Dans le cas où le bureau de conciliation serait saisi d'un différend tel que prévu à l'article 8, alinéa 2 du statut, il définira en toute indépendance son attitude, après avoir entendu les parties. Il s'inspirera du respect des principes énoncés aux articles 2,3,4, et 5 du statut.

4. Article 7b, alinéa 3 et article 11, alinéa 4 du statut.

A. Lorsqu'un délégué suppléant vient à succéder définitivement à un délégué effectif, il peut être remplacé par un nouveau délégué suppléant à désigner ou à élire suivant la procédure prévue au statut.

Cette faculté est expressément liée au respect des conditions ci-après.

B. Le rôle d'un délégué suppléant, en cas d'absence d'un délégué effectif hors de l'entreprise, se limitera :

- aux contacts avec la direction (au sens large de la hiérarchie).
- aux seules démarches qu'il est explicitement invité à faire par les ouvriers ou par son organisation syndicale pour une question qui ne saurait attendre le retour du délégué effectif absent ni ne saurait être traitée par un autre délégué effectif présent.

C. Toutefois, en cas de suspension du contrat d'un délégué effectif, un délégué suppléant le remplace de plein droit.

5. Article 7. b), alinéa 4 du statut.

Le nombre maximum de membres effectifs demeure le même pendant les quatre années entre deux élections sociales, quelles que soient les variations des effectifs du personnel.

Toutefois, ce nombre peut être revu dans le cas d'une nouvelle unité technique d'exploitation n'ayant pas encore participé à des élections sociales lorsque l'effectif ouvrier aura doublé par rapport à l'effectif existant au moment de l'instauration de la délégation syndicale.

6. Article 11, alinéas 1 et 2 du statut.

Conformément à l'accord intersyndical dont question au point 2 ci-dessus, il est reconnu aux organisations syndicales une période de trois mois à partir de la date des élections sociales pour désigner ou faire élire la délégation syndicale.

En cas de désaccord entre organisations syndicales sur le renouvellement des mandats et/ou la procédure, il n'y aura plus de délégation syndicale à partir de la fin de la période de trois mois prévue ci-dessus, et ce jusqu'à ce que l'existence d'un accord ait été notifiée à l'employeur par les organisations syndicales concernées.

L'alinéa 2 prévoyant que : " les mandats sont reconduits tacitement pour une nouvelle période", s'entend pour autant que les conditions prévues aux articles précédents demeurent remplies.

## 7. Article 13 du statut.

Même si le délégué syndical jouit d'une autre protection du fait des élections sociales, l'article 13 sera appliqué dans tous ses points, y compris le recours au bureau de conciliation, tel que prévu par cet article et par les articles 21 et suivants.

L'information préalable prévue à l'article 13, points 1 et 6, sera effectuée auprès du secrétaire régional de l'organisation concernée.

## 8. Article 17 a et d du statut.

A. Les organisations syndicales veilleront à ce que l'accomplissement de missions et d'activités syndicales se fasse sans exagération en se référant au statut.

A cet effet, il est préconisé que le délégué syndical :

- a) avertisse son chef hiérarchique avant toute mission et activité syndicale et ne quitte son travail qu'au moment où le chef hiérarchique juge que l'organisation et la sécurité du travail le permettent,
- b) prévienne son chef hiérarchique du lieu et de la cause de son déplacement et de la durée probable de son absence du poste de travail,
- c) prévienne son chef hiérarchique s'il ne peut rejoindre son poste de travail au moment prévu.

B. Les employeurs veilleront à n'apporter aucune entrave à l'accomplissement normal des missions et activités syndicales prévues par le statut et veilleront à ce que le chef hiérarchique du délégué accorde à celui-ci la liberté nécessaire. A cet effet, le chef hiérarchique prendra ses dispositions pour libérer le délégué le plus rapidement possible.

C. Dans le cas où de part et d'autre des abus seraient constatés, les parties se contacteront et rechercheront ensemble les solutions adéquates. •

64

## Paritair comité voor de scheikundige nijverheid

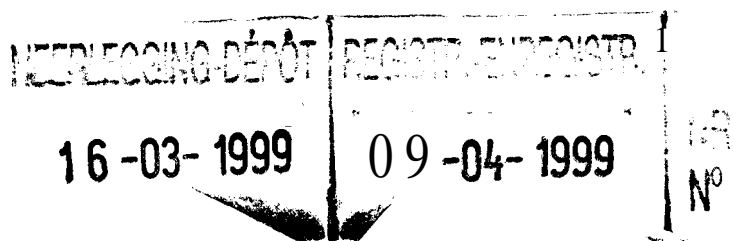
### Toevoeging aan de cao van 3 maart 1999 houdende coördinatie van het statuut van de syndicale afvaardigingen voor werklieden gesloten op 3 maart 1999 in het Paritair comité voor de scheikundige nijverheid.

Cao van 3 maart 1999 houdende paritaire aanbevelingen in verband met de toepassing van het statuut van de syndicale afvaardigingen voor werklieden vastgesteld bij de cao houdende coördinatie van het statuut van de syndicale afvaardigingen voor werklieden gesloten op 3 maart 1999 in het Paritair comité voor de scheikundige nijverheid.

**Artikel 1.** - Deze cao is van toepassing op de werkgevers en werklieden van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair comité voor de scheikundige nijverheid.  
Onder "werklieden" wordt verstaan de werklieden en de werksters.

**Artikel 2.** - Aan de cao van 3 maart 1999, gesloten in het Paritair comité voor de scheikundige nijverheid, houdende coördinatie van het statuut van de syndicale afvaardigingen worden paritaire aanbevelingen gehecht welke voorkomen in het bijvoegsel aan deze cao.

**Artikel 3.** - Deze cao treedt in werking op 1 januari 1999. Haar geldigheid is dezelfde als deze welke wordt bepaald bij artikel 22 van de in artikel 2 hierboven vermelde cao van 3 maart 1999.



Bijvoegsel aan de cao van 3 maart 1999 houdende paritaire **aanbevelingen in verband** met de toepassing van het **statuut** van de syndicale **afvaardigingen** voor werklieden vastgesteld bij de cao houdende coördinatie van het statuut van de syndicale afvaardigingen gesloten op 3 maart 1999 in het Paritair comité voor de scheikundige nijverheid.

**1. Voorafgaandelijke opmerking betreffende de verdeling van de mandaten in het bedrijf, als vertegenwoordiger van de werknemers, respectievelijk in de ondernemingsraad, in het Comité voor preventie en bescherming op het werk, en als vakbondsafgevaardigde.**

Deze werkgevers zijn de mening **toegedaan** dat noch de onderneming, noch de goede werking van bedoelde organen baat vinden bij een aantal **beschermde** arbeiders dat het aantal noodzakelijk voor de naleving van de wetgevingen en cao's op dit gebied, **overschrijdt**.

Bijgevolg zullen de **ondertekenende** vakorganisaties er in de mate van de mogelijke voor zorgen, als syndicale afgevaardigden, personen aan te duiden die reeds **beschermd** zijn uit hoofde van een mandaat in voornoemde organen, of op de lijsten van de kandidaten bij de sociale verkiezingen bij voorkeur vakbondsafgevaardigden voor te dragen.

Deze concentratie die een coördinatie tussen de leden van de drie organen **inhoudt** en bevordert, belet geenszins een streven naar evenwicht onder de verschillende mandatarissen.

**2. Artikel 5, 1e lid van het statuut.**

Bij ontstentenis van het akkoord tussen de vakbondsorganisaties waarvan sprake in dit **artikel**, zullen de vakorganisaties hun toevlucht **nemen tot de procédure**, die door hen onderling op punt werd gesteld en die als bijlage wordt gevoegd aan de notulen van de vergadering van het paritair comité van 9 december 1981.

Zolang de vakorganisaties niet gemeenschappelijk hun akkoord betreffende de verdeling van de mandaten en de procédure, **schriftelijk** aan de bedrijfsleider zullen hebben betekend, **zaler** geen vakbondsafvaardiging zijn.

**3. Artikel 5, tweede lid en artikel 8 eerste en tweede lid van het statuut.**

Voorafgaandelijk aan de voordracht of de aanwijzing van een nieuwe afgevaardigde, zullen de vakorganisaties er zich van vergewissen dat **betrokkene** de voorwaarden van gezag en bevoegdheid bezit.

In deze geest, en onverminderd artikel 8, zal, daar waar mogelijk, de werkgever geraadpleegd worden.

In geval het verzoeningsbureau een geschil voorgelegd krijgt zoals voorzien in artikel 8, tweede lid van het statuut, zal het in **alle onafhankelijkheid** zijn houding bepalen na de **partijen** gehoord te hebben. Het zal zich laten leiden door de naleving van de principes vervat in de **artikelen 2,3,4 en 5** van het statuut.

#### 4. Artikel 7, derde lid en artikel 11, vierde lid van het statuut.

A. Wanneer een plaatsvervangend afgevaardigde definitief een gewoon afgevaardigde opvolgt, mag hij door een nieuwe plaatsvervangende afgevaardigde worden vervangen, die aangeduid of verkozen wordt volgens de procédure voorzien in het statuut.

Deze voorziening is uitdrukkelijk onderworpen aan de naleving van de hiernavermelde voorwaarden.

B. De rol van een plaatsvervangend afgevaardigde, ingeval van afwezigheid buiten de onderneming van een gewoon afgevaardigde, wordt beperkt tot :

- de contacten met de directie ( in de ruime zin van de hiérarchie),
- enkel die voetstappen waartoe hij uitdrukkelijk wordt verzocht door de werklieden of door zijn organisatie, voor een geval dat niet kan wachten op de terugkeer van de gewone afgevaardigde die afwezig is en niet kan behandeld worden door een ander gewoon afgevaardigde die aanwezig is.

C. Ingeval van opschorting van het contract van een gewoon afgevaardigde, zaleen plaatsvervangende afgevaardigde niettemin in zijn plaats optreden.

#### 5. Artikel 7. b) vierde lid van het statuut.

Het maximum aantal gewone leden blijft ongewijzigd tijdens de vier jaren tussen twee sociale verkiezingen, welke ook de wijzigingen zijn in het personeelsbestand.

Dit aantal kan echter herzien worden wanneer het om een nieuwe technische uitbatingseenheid gaat waar nog geen sociale verkiezingen hebben plaatsgevonden wanneer het aantal tewerkgestelde werklieden verdubbeld is in verhouding tothet bestaande aantal werklieden op het ogenblik dat de vakbondsafvaardiging werd opgericht.

#### 6. Artikel 11, eerste en tweede lid van het statuut.

Overeenkomstig het intersyndicaal akkoord waarvan sprake in punt 2 hierboven, wordt aan de vakorganisaties een période van drie maanden toegekend, te rekenen vanaf de datum van de sociale verkiezingen, om de vakbondsafvaardiging aan te duiden of te laten verkiezen.

In geval van meningsverschil tussen vakorganisaties nopens de hernieuwing van de mandaten en/of over de procédure, zal er geen afvaardiging meer zijn vanaf het einde van de période van drie maanden, hierboven voorzien, en dit totdat het totstandkomen van een akkoord door betrokken vakorganisaties aan de werkgever betekend zal zijn.

Onder het tweede lid dat luidt : " de mandaten worden stilzwijgend verlengd voor een nieuwe periode", moet men verstaan : voor zover de voorwaarden voorzien in de vorige artikelen vervuld blijven.

**7. Artikel 13 van het statuut.**

Zelfs indien de syndicale afgevaardigde krachtens de sociale verkiezingen een andere bescherming geniet, wordt artikel 13 in al zijn punten toegepast met inbegrip van het beroep op het verzoeningsbureau zoals voorzien door dit artikel en door de artikelen 21 en volgende.

De voorafgaande informatie voorzien in artikel 13, punten 1 en 6, wordt gedaan aan de gewestelijke secretaris van de betrokken organisatie.

**8. Artikel 17, a en d van het statuut.**

A. De vakorganisaties zullen er over waken dat de uitvoering van de vakbondsopdrachten en -activiteiten zonder overdrijving gebeurt en steunend op het statuut.

Te dien einde is het aangewezen dat de vakbondsafgevaardigde :

- a) zijn rechtstreekse chef verwittigt voor elke opdracht en vakbondsactiviteit en zijn werk eerst verlaat wanneer de rechtstreekse chef oordeelt dat de organisatie en de veiligheid van het werk dit toelaten.
- b) zijn rechtstreekse chef verwittigt over de plaats en de oorzaak van zijn verplaatsingen over de waarschijnlijke duur van zijn afwezigheid op zijn werk;
- c) zijn rechtstreekse chef verwittigt indien hij niet op het voorziene tijdstip zijn arbeidsplaats kan vervoegen.

B. De werkgevers zullen erover waken dat de normale uitvoering van de vakbondsopdrachten en -werkzaamheden, die door het statuut worden voorzien in geen geval worden belemmerd en dat de rechtstreekse chef schikkingen treffen om de afgevaardigde zo spoedig mogelijk vrij te laten.

C. In het geval er vanwege de ene of de andere partij misbruiken zouden worden vastgesteld zullen de partijen contact met elkaar opnemen en samen naar de juiste oplossingen zoeken. •